



Nous sommes des « précaires » ?

Pécaïre, qu'est-ce à dire? Nouvelle venue en tant que bénévole chez DoucheFLUX, dont je suis tenue au courant des activités depuis sa fondation grâce à la newsletter mensuelle, j'y découvre soudain que je suis « une précaire » ! Gloups ! Qu'est-ce à dire? journalisme. Elle réalise un reportage sur les sans-abris. Alors qu'elle interviewe des SDF dans un centre de nuit, on lui vole son GSM qui se trouvait dans son sac.

Le CLIP est géré par l'ASBL DUNE et propose toute une panoplie de services: une salle d'accueil (un endroit pour discuter de tout et de rien), une infirmerie, des consultations avec un médecin généraliste, une permanence sociale, une équipe de travailleurs de rue, le Médibus

Après quelques mois, l'équipe m'a proposé de participer à plusieurs activités.

J'ai commencé par un ramassage de seringues. Avec deux éducateurs et d'autres usagers, on va nettoyer les espaces publics où traînent des déchets de consommation: ça responsabilise et on en parle aux autres, en espérant que ça pousse à être plus propre.

Ensuite, j'ai participé aux Boules-de-Neige (projet pour lequel DUNE est partenaire avec Modus Vivendi). On y apprend ce qu'est la réduction des risques: le but est qu'on en parle autour de nous, pour sensibiliser un max de gens.

J'ai participé aussi à quelques focus-groupes: ce sont des réunions où on donne notre avis sur des sujets, des projets, comme l'agenda Le Bon Plan. L'édition 2016 a été améliorée grâce à nos remarques.

Je suis fier de mon parcours à DUNE, je m'y sens à l'aise. Au début, on m'a proposé des activités et maintenant, c'est moi qui peux proposer des projets.

Mario, usager de DUNE

CLIP (Comptoir local d'information et de prévention)
42 chaussée de Forest – 1060 Saint-Gilles

www.dune-asbl.be
www.scoop.it/t/dune-asbl
www.facebook.com/duneasbl
www.twitter.com/duneasbl

Autant le dire tout de suite, cette catégorisation ne me convient pas, pas plus qu'elle ne s'applique à nombre de personnes que j'ai rencontrées et avec qui j'ai partagé paroles et expériences, sur le terrain, depuis un peu plus d'une décennie.

Le terrain ? Celui des personnes qui ne disposent plus d'un logement: celles qui se retrouvent dans la rue, celles qui logent à gauche et à droite au gré des solidarités, celles qui squattent avec plus ou moins de bonheur des logis éphémères, celles qui bénéficient d'un contrat d'occupation temporaire, celles qui vivent dans des gourbis insalubres qui ne méritent pas le nom de foyer ou celles qui ne trouvent plus de lieux où poser leur habitat nomade, de lieux où s'autoconstruire une habitation à leur convenance, au gré de leur imagination et de leur savoir-faire... Ainsi que d'autres personnes, d'ici et d'ailleurs, touchées par ce raz-de-marée de misère qui menace de virer tsunami. Etc.

La question de la difficulté accrue d'accès à un logement décent et choisi que connaît un nombre toujours plus grand de personnes, je l'ai étudiée de près en pratique comme en théorie, je l'ai vécue comme problème pour ma propre existence. Je peux donc témoigner de deux raisons qui s'opposent à l'utilisation du terme « précaire ». Son caractère réducteur alors qu'il s'agit de décrire un groupe hétérogène d'une part, et d'autre part ce renversement insidieux des causes et des effets que son usage produit.

La cause qui place des personnes toujours plus nombreuses et des groupes toujours plus hétérogènes en situation de misère est une transformation du monde sous l'impact d'un phénomène appelé « globalisation », qui a –entre autres– pour caractéristique d'instaurer les conditions d'une pauvreté structurelle pour une partie croissante de la population planétaire. Le problème posé à l'humanité par

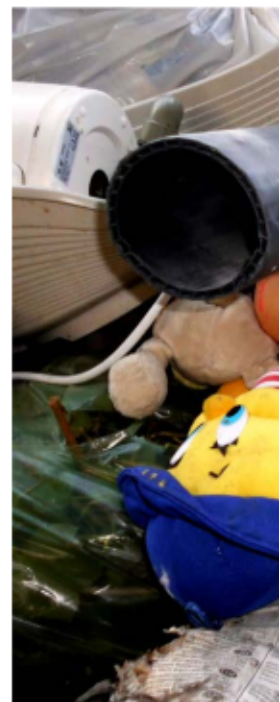
une explosion démographique en cours était déjà connu dès le début des années 1970. Des solutions concrètes et cohérentes avaient alors été proposées. Mais leur application aurait eu pour conséquence d'empêcher les profits qui permettent à quelques-uns de s'approprier aujourd'hui la plus grande part du gâteau Terre. Elles n'ont donc pas été mises en œuvre.

Ces solutions impliquaient une transformation radicale de nos manières d'habiter la planète. Plus de simplicité pour ceux qui s'étaient habitués à bénéficier du pillage des ressources d'autres contrées au détriment de leurs habitants et plus de bien-être pour ces derniers. Sans transformation de nos modes de vie, la solution au problème de la misère ne peut être que l'éradication de ceux qu'elle afflige.

Il n'est pas question ici d'austérité, bien au contraire, mais bien d'une redéfinition de la notion de richesse déterminée en priorité par des critères qualitatifs, et non plus cette toute dominance du quantitatif en vigueur aujourd'hui. En finir avec la concurrence et tous les gaspillages qu'elle génère, miser sur la complémentarité bienveillante et créative, arrêter de mesurer notre bonheur en « pouvoir d'achat » et viser le bien-être et la dignité pour tous les habitants de la planète.

Un point de vue que nous sommes très nombreux à partager dans le monde entier – à commencer par les centaines de millions de membres et sympathisants de la Via Campesina (voie paysanne) internationale – constituant une partie significative de la population planétaire qui –comme d'autres– est partie prenante du débat sur les choix éthiques concernant nos manières d'habiter la planète... de préférence en bons voisins de tous ses habitants.

Le milieu des années 1970 marque un tournant dans l'histoire. Après une période d'apparente prospérité pour notre région du monde, fruit d'un endettement outrancier et d'une





iniquité dans l'usage des ressources de la planète, nous entrons en « crise », nous n'en sortirons plus !

La définition française officielle de la précarité, formulée en 1973, introduit ces conditions de déstabilisation qui commencent à frapper une partie de la population de l'Europe la plus « riche », générant une pauvreté structurelle inouïe. Commence un détricotage du tissu social qui ne cessera de s'accélérer au cours du temps. Alors que certains engrangent des profits toujours plus faramineux, d'autres sont sommés de se serrer la ceinture tandis que les droits humains conquis de haute lutte par nos ascendants se voient peu à peu balayés. Pendant cette même période, on peut constater un transfert de la propriété, celle du territoire, des moyens financiers, des moyens de production ainsi que celle

des médias, provoquant sa concentration entre les mains d'un nombre toujours plus réduit de personnes.

En ce qui concerne la Belgique et la question du droit au logement, le déblocage des loyers au milieu des années 1980 marque le début d'une transformation radicale, d'une réduction du nombre de ceux qui auront accès à l'habitat, comme d'une paupérisation, conséquence de la part de revenus toujours plus grande que représente le paiement d'un loyer. En parallèle, les prix de l'immobilier augmentent et des réglementations environnementales toujours plus drastiques vont réduire à peau de chagrin le territoire accessible aux adeptes du nomadisme et aux autoconstructeurs. Ce n'est pas seulement notre droit au logement qui se voit affecté par cette crise inhérente aux processus de la globalisation, ce sont tous les champs qui nous constituent en tant que personnes, tant psychiquement que matériellement, qui se voient sommés de s'adapter à de nouvelles conditions d'existence, au détriment de notre qualité de vie, de notre bien-être, au prix parfois d'une disparition prématurée. Il y a les survivants et puis les autres ! Il y a ceux qui meurent d'un coup et ceux qui entrent dans de lents processus d'« autodestruction induite ». Induite ; c'est là qu'apparaît soudain dans toute sa perversité la substantification de « précaire », ce renversement des effets et des causes. La globalisation, ce sont aussi les processus de sélection sociale qui ont été mis en œuvre depuis une quarantaine d'années, une sorte de tri entre ceux qui sont intégrables à ce nouveau mode d'existence que nous impose la globalisation du monde et ceux qui ne le sont pas. C'est bien le seul point commun entre toutes ces personnes

baptisées « précaires » : être non intégrable – pour différentes raisons – dans ce nouveau système-monde qui se met en place.

Parmi ces groupes hétérogènes de non-intégrables, j'ai rencontré beaucoup de personnes avec qui je me sens en affinité, ce sont celles qui, riches de potentiels créatifs, de savoirs et de savoir-faire, asociales et très sociables, ont beaucoup à apporter dans les processus qui, en marge d'un tissu social toujours plus élimé, tissent la trame d'une convivialité active et productive qui apporte sa contribution à la préservation du bien commun.

Développer ces notions « d'intégrabilité sociale ou d'insertion conviviale » sera le sujet de mon prochain texte. Retenons que si nous – non intégrables socialement – éprouvons aujourd'hui les difficultés qui résultent de la pauvreté structurelle, c'est que notre sacrifice est le résultat d'un choix fait par d'autres qui évaluent les individus en fonction du potentiel de profit qu'ils représentent pour eux, et non le résultat de quelque défaut ou culpabilité inhérente à nos personnes elles-mêmes, qui ne partageons pas leurs valeurs.

Précaire : incertain, instable, éphémère, fragile, sans garantie de durée... Si la vie est par nature éphémère, si toutes les personnes en situation de précarité sont plus que d'autres menacées d'une disparition prématurée, si certains habitants de la rue sont dotés de telles caractéristiques, causes ou conséquence de leur situation, toutes les personnes qui réussissent à conserver leur dignité dans la rue sont au contraire particulièrement fortes, équilibrées et soulignons la partie prenante de processus de solidarité.

Anne W.

Droit de réponse

Oui, chez DoucheFLUX, l'habitude s'est installée d'appeler les « précaires » notre public cible, les personnes vivant à la rue et/ou dans l'extrême pauvreté, avec ou sans papiers, d'ici ou d'ailleurs. Oui, chacune des autres dénominations en vigueur dans le secteur (le « public », les « bénéficiaires », les « usagers », les « (ex- ou futurs) SDF » ou les « habitants de la rue ») a ses maladresses spécifiques. Oui, s'agissant des « précaires », ils peuvent s'estimer ainsi stigmatisés, d'autant que, dans notre société d'opulence obscène et obligée, la précarité est culpabilisée. Et le mot révolte encore plus les oreilles de ceux qui, par

conviction politico-écologique et/ou pour faire contre mauvaise fortune bon cœur, revendiquent une forme de précarité comme mode de vie librement choisi. Quoi qu'il en soit, il importe de reconnaître 1) que sera considérée potentiellement péjorative n'importe quelle dénomination de toute frange non dominante de la population et 2) que le pire est la malhonnêteté politico-intellectuelle, entretenue par la lâcheté de la doxa politiquement correcte, qui consiste à parler d'une personne en des termes différents derrière son dos et en sa présence.

Laurent d'Ursel